

Ouverture et consolidation de garderies dans les régions rurales

DEMANDE

La relève demande au gouvernement du Québec de soutenir le développement de nouvelles installations de garde dans les régions rurales ainsi que de celles déjà existantes en allouant des fonds plus importants dans la construction et le financement des garderies publiques, en renforçant les structures déjà existantes, en offrant des incitatifs pour la création de garderies privées et en favorisant les parents des municipalités rurales dans l'accès aux places en garderie de ces régions.

ENJEUX

Depuis les débuts des années 2020, les listes d'attentes pour accéder à une place en garderie débordent et dépassent les 30 000 personnes année après année. Les parents qui se trouvent sur ces listes sans autres options n'ont d'autre choix que de garder l'enfant à la maison, mais tous les métiers ne sont pas adaptés à cette solution. En plus d'entraîner une dévitalisation des régions qui sont plus durement touchées par cette situation, la réalité des agriculteurs accentue cette situation.

En effet, les producteurs n'ont pas toujours la possibilité de surveiller leurs enfants lorsque les travaux aux champs les appellent. En plus d'avoir des horaires qui dépendent des conditions climatiques et de situations imprévisibles, il n'est pas toujours sécuritaire de garder un enfant lors de certaines tâches à la ferme. Ces situations entraînent des choix difficiles au niveau familial et l'accès à des milieux de garde favoriseraient grandement la conciliation famille-travail des membres de la relève agricole qui souhaitent fonder une famille.



RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

Augmentation du soutien financier

La relève demande d'augmenter le soutien financier offert (construction, incitatifs fiscaux, subventions, etc.) pour les services de garde d'enfants publics déjà existants ainsi que d'en ouvrir des nouveaux tout en offrant un meilleur support financier aux services privés. Elle appelle à favoriser les parents vivant dans les municipalités et les régions rurales qui sont à proximité des garderies éventuellement disponibles.

Agricultrices du Québec

La relève se joint aussi aux différentes revendications des Agricultrices du Québec sur les enjeux concernant la réalité vécue par leurs membres en lien avec les conséquences du manque de places en garderie dans les régions rurales.